



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

FAIRE CONVERGER NOS LUTTES POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX QUE LA RGPP

Depuis son élection, Nicolas SARKOZY tient la Fonction publique dans sa ligne de mire.

Dès la fin de l'été 2007, les choses se sont encore accélérées. En effet, depuis le fameux discours de Nantes, les annonces se multiplient, les projets s'amoncellent et leur mise en œuvre se précipite. C'est d'ailleurs la concomitance de ces dispositifs qui confère à la politique actuelle un caractère nouveau quasi sans précédent.

A l'évidence, ce qui se joue autour de la Fonction publique est un enjeu majeur de société. Moins d'Etat, moins de services publics, moins de personnels, une marchandisation plus grande de la société, la non satisfaction des besoins sociaux, voilà ce que d'aucuns préconisent.

Des arguments parfaitement tendancieux :

Pour ses concepteurs, la fameuse Révision Générale des Politiques Publiques serait, d'une part, une obligation incontournable et, d'autre part, un vecteur de progrès pour les citoyens et les personnels.

Toujours d'après les mêmes, la RGPP est rendue indispensable par le niveau de la dette

et des déficits publics et, de manière corollaire, par le trop grand poids des dépenses publiques qui handicaperait la croissance.

C'est d'ailleurs ce qui figure en toutes lettres dans le document diffusé le 4 avril à l'issue du 2^{ème} Conseil de modernisation des politiques publiques.

Une seule solution : couper, réduire, amputer !

Et les chiffres d'économies de valser, 7, 10, 14 milliards d'euros....

Nos pourfendeurs des dépenses publiques se gardent pourtant bien d'évoquer certains arguments. Par exemple, que de 1986 à 1995, alors que la croissance annuelle était en moyenne de 2,2 %, la part des dépenses publiques dans le PIB a augmenté de 3,4 points.

De 1995 à 2006, les dépenses publiques régressaient de 1,1 point dans le PIB et la croissance annuelle moyenne était de ... 2,2 % !

Autrement dit, diminuer la dépense publique n'a aucun effet positif sur la croissance.

Quant aux améliorations pour tous, on est littéralement dans la provocation.

- Quels progrès les citoyens ont-ils à attendre des suppressions massives d'emplois qui altéreront, tant la qualité du service rendu que les conditions de travail ?
- Quelles avancées les personnels retireront-ils d'une précarité accrue et d'une flexibilité poussée jusqu'à l'extrême ?
- Et quelles garanties d'impartialité et de neutralité demain pour les usagers dès lors que les droits des agents de la Fonction publique auront été gravement fragilisés ?

Ceux qui prétendent cela font pour le moins preuve d'une grande malhonnêteté.

Les véritables buts recherchés :

En fait, derrière l'ensemble de ces arguties, les réelles intentions des partisans de toutes ces mesures ne doivent tromper personne. Leur motivation essentielle est bien de transférer au secteur marchand et à la loi du profit des secteurs entiers de la société qui relèvent aujourd'hui de la solidarité nationale et du financement public et de faire disparaître de la puissance publique purement et simplement nombre de missions considérées comme des freins au libre développement des entreprises.

La mobilisation existe :

Face à cette politique destructrice, de nombreuses luttes existent et se développent.

Dans toutes, la CGT est présente et active.

A l'évidence, il faut encore étendre ces actions, les multiplier dans tous les secteurs de la Fonction publique.

A l'offensive tous azimuts – mais parfaitement cohérente - qui est mise en œuvre doit correspondre une mobilisation de même nature.

Partout, ce mouvement indispensable doit être porteur de revendications alternatives en même temps qu'il combat pied à pied des régressions inacceptables.

Construire la convergence et l'élargissement :

Pour empêcher les mauvais coups, pour obtenir des réformes porteuses de progrès social pour tous, il faut encore aller plus loin.
LA FONCTION PUBLIQUE EST LE BIEN COMMUN DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION, LA CONSTRUCTION D'UNE MOBILISATION UNISSANT SALARIÉS ET CITOYENS EST FONDAMENTALE.

L'UGFF/CGT y travaille activement et concrètement.

Dans le même temps – et sans que cela s'oppose en rien - **l'heure est à la convergence des luttes des personnels.**

C'est pourquoi, à partir des mouvements existants et en posant la nécessité de leur extension,

L'UGFF appelle à mettre en débat une journée de grève et de manifestations, dans toute la Fonction publique de l'Etat, dans la semaine du 13 au 16 mai.

- ➔ Pour dire non à la Restriction Générale des Politiques Publiques ;
- ➔ Pour une augmentation générale des salaires ;
- ➔ Pour une Fonction publique répondant toujours mieux aux besoins de toute la population.

L'HEURE EST À NOUS RETROUVER ENSEMBLE DANS L'ACTION !

Montreuil, le 9 avril 2008

263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cédex
Téléphone : 01.48.18.82.31 – Télécopie : 01.48.18.82.11 – Courrier électronique : ugff@cgt.fr
Site internet : www.ugff.cgt.fr – Numéro de Siret : 784312043 - 00036.